

ILS VIVENT ICI, ILS BOSSENT ICI, ILS DOIVENT POUVOIR ÉTUDIER ICI !

**NON À LA HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS,
QUI PRÉPARE UNE HAUSSE GÉNÉRALISÉE POUR TOUS LES ÉTUDIANTS !**

Philippe Baptiste, ministre macroniste de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a annoncé lundi 20 avril dans les colonnes du Parisien qu'il compte généraliser la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers. Derrière son projet cyniquement nommé « Choose France for higher education », il veut leur imposer dès la rentrée 2026 de payer 2 895€ l'année en licence et 3 941€ en master.

Depuis 2018 et la mal-nommée réforme raciste « Bienvenue en France », les universités pouvaient déjà augmenter les frais d'inscription de la sorte, mais la mobilisation étudiante avait obtenu, dans la majorité des facs, une exonération annulant cette hausse. Aujourd'hui, le gouvernement remet sa réforme sur la table en pleine période de partiels, et cherche à en forcer l'application dans toutes les universités.

Ce sont les milliardaires qui nous coûtent cher

Philippe Baptiste nous explique que ce racket permettrait à la France d'être plus « attractive » vis-à-vis des étudiants étrangers. Allez comprendre ! Qui, des Algériens, Sénégalais, Marocains ou Chinois parmi nous se sentirait « attiré » par des frais d'inscription 16 fois plus chers ? Attirer une poignée d'étudiants nantis de pays riches, flattés par le tri social que cette mesure va opérer, oui peut-être, et encore. Mais en mettant à la porte la majorité des étudiants étrangers, issus des classes populaires.

Il n'y a pas besoin de creuser très loin pour voir que la vraie justification du gouvernement, c'est que les universités manquent d'argent, et que l'on pourrait renflouer les caisses en demandant aux étrangers de payer. Mais qui asphyxie les universités ? Les étudiants, ou l'armée dont

le budget a récemment été élevé à 57 milliards ? Les étrangers, ou le gouvernement qui donne 211 milliards d'euros de subventions par an aux entreprises ?

D'après des parlementaires, la multiplication par 16 des frais d'inscription permettra à l'État de gagner 250 millions d'euros. C'est environ un millième de ce qu'il offre au grand patronat chaque année. L'idée que les caisses sont vides et qu'il faut faire payer les étudiants étrangers pour y remédier est donc non seulement raciste mais aussi un mensonge grossier.

Une attaque contre les étudiants étrangers, c'est une attaque contre tous les jeunes

Le gouvernement normalise la « préférence nationale », au programme de l'extrême-droite depuis toujours. Par la même occasion, il voudrait nous faire accepter que les étrangers